COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 Février 2025

Présents : MIGNARD C – CARQUET M – CHARLEUX D – LIGNERES O – GUIRAUD V – TOULZA N
– BONNET MJ – FORTUNE M – VILLELLAS F

Représentés : GERVASI A

Excusés : ADRAGNA J – PLA B – VARSABA B

Absents : DELUCCHI C – PREVOT K

SECRETAIRE DE SEANCE : BONNET Marie-José

*_*_*_*_*

1 – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

Madame la présidente de séance expose aux membres du conseil municipal le Compte Administratif de l'exercice 2024 du budget de l'eau et de l'assainissement avec un excédent de + 101 183,01.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Adopte à l'unanimité le Compte Administratif de l'exercice 2024 du budget eau et assainissement.

M. le Maire n'a pas participé au vote.

2 – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 – BUDGET PRINCIPAL

Madame la présidente de séance expose aux membres du conseil municipal le Compte Administratif de l'exercice 2024 du budget principal de la commune avec un excédent de + 148 826,67 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Adopte à l'unanimité le Compte Administratif de l'exercice 2024 du budget Principal de la commune.

M. le Maire n'a pas participé au vote.

3 – VOTE DU COMPTE DE GESTION 2024 – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2024, a été réalisée par la Trésorerie de Saint-Pons et que le Compte de Gestion établi par cette dernière est conforme au Compte Administratif du budget eau et assainissement de la commune,

CONSIDERANT l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Maire et du Compte de Gestion de la Trésorerie,

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, d'approuver le Compte de Gestion de la Trésorerie pour l'exercice 2024, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif du budget eau et assainissement de la commune, pour le même exercice.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Adopte à l'unanimité le Compte de Gestion de l'exercice 2024 du budget eau et assainissement.

4 – VOTE DU COMPTE DE GESTION 2024 – BUDGET PRINCIPAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2024, a été réalisée par la Trésorerie de Saint-Pons et que le Compte de Gestion établi par cette dernière est conforme au Compte Administratif du budget principal de la commune,

CONSIDERANT l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Maire et du Compte de Gestion de la Trésorerie,

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, d'approuver le Compte de Gestion de la Trésorerie pour l'exercice 2024, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif du budget principal de la commune, pour le même exercice.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Adopte à l'unanimité le Compte de Gestion de l'exercice 2024, du budget principal.

5 – PRÊT AMÉNAGEMENT BOULANGERIE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal, qu'il serait nécessaire de réaliser un emprunt à MOYEN TERME, d'un montant de 150 000 €, destiné à financer les travaux de création d'une boulangerie d'un coût total de 269 065 € HT.

Cet emprunt sera remboursé aux conditions de l'institution en vigueur à la date de réalisation, pour une durée de 25 ans, au taux fixe de 4,11 %, par échéances constantes trimestrielles de 2 407,38 €.

Frais de dossier : 0,15 % du montant emprunté (minimum 50 €), soit 225 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Après étude, décide à l'unanimité de contracter cet emprunt auprès du CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC, aux conditions énoncées ci-dessus.
- La collectivité s'engage pendant toute la durée de l'EMPRUNT, à inscrire en priorité chaque année en dépenses obligatoires à son budget les sommes nécessaires au paiement des intérêts, frais et accessoires.
- Monsieur le Maire est autorisé à signer le contrat de prêt à intervenir sur les bases précitées, et aux conditions générales des contrats du prêteur.

6 – REFORME DES REDEVANCES AGENCE DE L'EAU

Monsieur le Maire présente la réforme.

A compter du 01/01/2025 les redevances pour modernisation des réseaux de collecte et pour pollution domestique disparaissent.

Trois nouvelles redevances entrent en vigueur :

- la redevance sur la consommation, dont les abonnés aux réseaux d'eau potable sont redevables ;
- la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable, dont les collectivités compétentes en distribution de l'eau potable sont redevables ;
- la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, donc les collectivités compétentes en épuration des eaux usées sont redevables.

Service Eau

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau 0.43 € / m³ facturé pour l'année 2025.

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable 0.01 € HT / m³ d'eau potable facturé pour l'année 2025.

Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,2 pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année).

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrepartie pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des réseaux d'eau potable » constitue un élément du prix du service public de l'eau potable doit donc être assujéti à la TVA au taux réduit de 5,5% (métropole).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Décide :

- De fixer à 0.43 € HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour consommation d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025,
- De fixer à 0.01 €HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Service Assainissement

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé à 0.01 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025 ;

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement 0,3 pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année) ;

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie ;

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des systèmes d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10% (métropole) ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Décide :

- De fixer à 0.01 €HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

7 – SECRÉTARIAT ITINÉRANT – CDG 34

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal, la proposition de convention d'adhésion à la mission « secrétaire général(e) de mairie itinérant(e) » du Centre de Gestion de l'Hérault.

La mission SGMI a pour objectif de répondre aux besoins de renfort ou de remplacement ponctuels sur des missions de secrétaire général de mairie ou des missions administratives spécifiques et pressantes (ressources humaines, marchés publics, finances, urbanisme...).

La signature de cette convention n'acte pas d'engagement financier. Celui-ci est soumis à une demande de mission, formalisée par un devis, et en suivant une facturation après service fait.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,
- Accepte à l'unanimité d'adhérer à la convention d'adhésion à la mission « secrétaire général(e) de mairie itinérant(e) » proposée par le CDG34.
- Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour signer celle-ci.

La séance est levée à 19h45